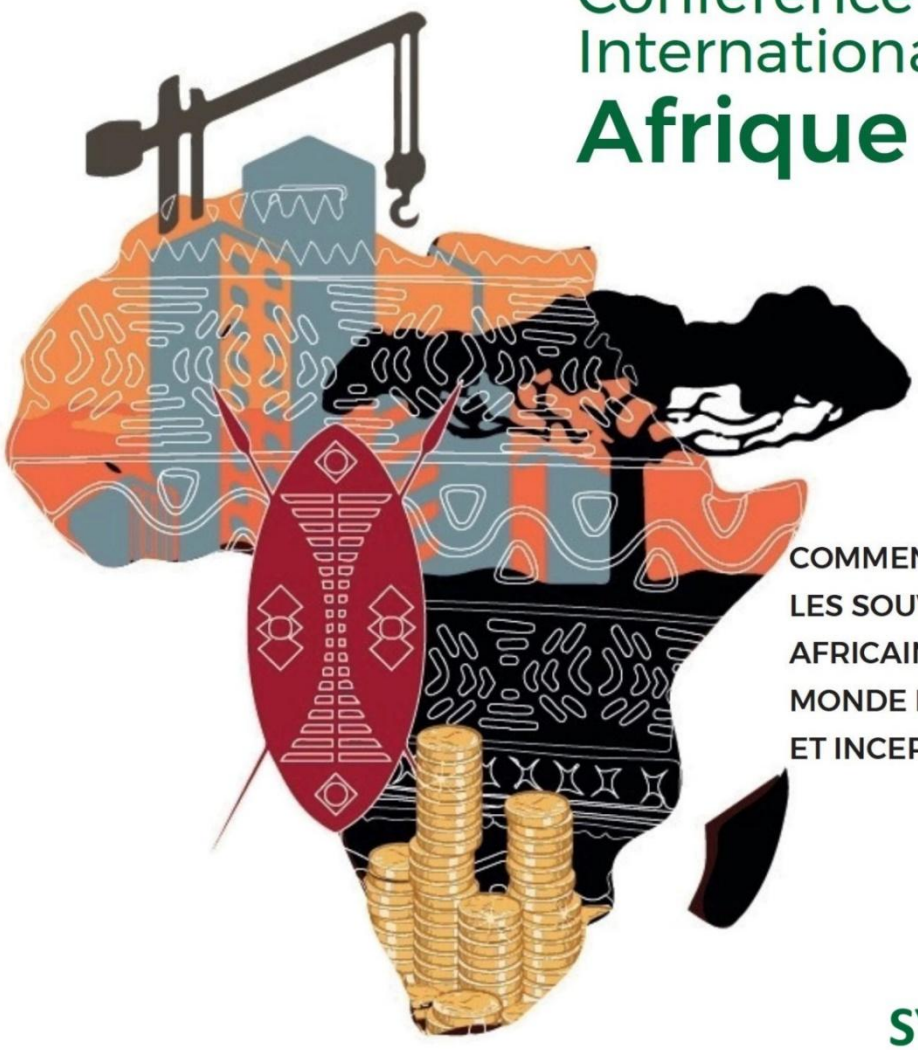
GROUPE INITIATIVE AFRIQUE

# Sixième Conférence Internationale Afrique



COMMENT PENSER LES SOUVERAINETÉS AFRICAINES DANS UN MONDE FRACTURÉ ET INCERTAIN?

**COTONOU**
**08 - 11 MAI 2025**

## SYNTHESE DES DEBATS ET RECOMMANDATIONS

www.initiative-afrique.org

## EXTRAITS

**et liste des participants**

Les recommandations qui suivent résultent des débats de la **Sixième Conférence internationale du GROUPE INITIATIVE AFRIQUE (GIAf).** Depuis sa **création en 2011 à Yamoussoukro**, le **GIAf**, s'inspirant des méthodes de débat de l'institut ASPEN dont le groupe est issu, a organisé **cinq grandes Conférences internationales en Afrique** dont les recommandations sont disponibles sur www.initiative-afrique.org

# LES CONDITIONS DE CONQUÊTE DE LA « SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE »

« L'Economie est la mère de toutes nos batailles ». Les temps ont changé avec la disparition de l'État providence et l'explosion démographique. La souveraineté économique est devenue une urgence stratégique. La conférence s'est attachée à formuler des recommandations pour que l'Afrique devienne la puissance économique à la hauteur de son importante population.

## A . LES CONSÉQUENCES DE LA FIN DE L'ÉTAT PROVIDENCE

### 1 - La souveraineté économique devient une urgence stratégique pour le continent.

**L'État Providence** qui donnait des emplois, marchait à la subvention, importait des produits avec la dette publique, **ne fonctionne plus.** Il ne concernait d'ailleurs qu'une faible proportion de la population, le secteur dit « formel », qui longtemps a pu prendre en charge largement autour de lui. Mais ces temps de « ruissellement » sont révolus…

**Ce sujet de souveraineté longtemps cantonné aux discours revient porté par une dynamique profonde**, suscitée par la résurgence du panafricanisme, l'émergence des réseaux sociaux, une jeunesse nombreuse qui fait irruption dans les débats publics et l'aspiration collective des populations à l'autodétermination de l'Afrique…

Des questions légitimes se posent face à cette urgence vitale pour le continent et ne pas l'entendre serait faire le lit de mouvements radicalisés. En général on incrimine, la gestion des ressources naturelles, la question de la dette, du néo colonialisme ou de l'impérialisme et en zone/espace francophone, le sort du Franc CFA; ce qui est cependant réducteur, car c'est traiter les symptômes.

Cela nous met en tant qu'Africains **dans une posture victimaire,** qui justement nous maintient davantage dans des liens de dépendance, ne nous laissant comme marge de manœuvre que la plainte et la revendication.

Il faut sortir de cette posture, et comprendre que la souveraineté économique c'est avant tout **la production et la maîtrise des chaînes de valeur**, c'est-à-dire la maîtrise des différentes étapes de transformation, la capacité non seulement de produire et d'extraire, mais de transformer et de commercialiser, à ses propres conditions !

### 2 - Co-construire une souveraineté avec le Secteur privé.

**Réduire aujourd'hui la souveraineté** à la sécurité, à des institutions, à des positions pour ou contre la constitution… le peuple ne suivra pas longtemps! Surtout, **les Jeunes d'aujourd'hui** qui sont beaucoup plus nombreux que les Ainés et n'ont pas été formés aux mêmes écoles, avec les mêmes titres, aux mêmes souverainetés**, veulent un emploi…ils veulent leur rêve africain et le reste suivra:**

Ce n'est que « quand ils auront quelque chose à perdre » qu'ils feront en sorte que la sécurité suive et que les différents pays restent stables !

La question est: **a-t-on assez de volonté politique et de courage pour changer de modèle**, pour créer véritablement nos économies et pour les financer !?

Le chômage des jeunes doit être pris en compte aujourd'hui comme un **« défi de Sécurité nationale »:** Il n'y aura plus de souveraineté et de sécurité sans emplois et il n'y aura pas

d'emplois s'il n'y a pas d'entreprises**,** d'industrialisation, de substitution à l'importation…car c'est le secteur privé qui crée les emplois.

La Souveraineté passe donc d'abord par une « souveraineté alimentaire, numérique, de création d'emplois » et impérativement, d'autant plus que l'Etat actuel est saturé, **un secteur privé performant**…

## 3 - Nos entreprises ne sont pas compétitives.

La question se pose sérieusement, **on importe 80 % des produits de consommation** alors qu'il faut qu'on crée des millions d'emplois. Tous les pays du monde sont passés par une phase industrielle pour créer des emplois.

On a **raté la formation de 80% ou 90 % de la jeunesse actuelle** qui, soit n'a pas de formation, soit en a une qui n'est pas adaptée au marché…

D'autre part on ne veut pas investir suffisamment pour **baisser le coût de l'énergie** qui est prohibitif et à cela s'ajoutent les problèmes de logistique, d'infrastructures, de technologies, de main-d'œuvre qualifiée, de supply chain et de financement à long terme…

Certains Etats (dont le Bénin) répondent actuellement avec un certain succès à ces problèmes par une politique de **Zone franche d'exportation** mais généralement les entreprises concernées **ne veulent pas produire pour la consommation locale**, car elle est surtaxée.

## 4 - L'Etat « orchestrateur » dans la recherche de compétitivité.

L'Etat doit être orchestrateur de cette recherche **de compétitivité** et **donner les moyens au secteur privé de devenir fort !**

Il faut **être compétitif** sur un marché mondialisé, à la fois moins cher localement, mais aussi à l'exportation. Il faut **des zones fiscales incitatives** et **les infrastructures** qui vont avec. Il faut se donner les moyens d'arriver à cela.

Empêcher les importantes sorties actuelles de capitaux des Africains n'est pas la bonne solution, mais quand **les épargnants africains** trouveront des entreprises fortes, créatrices d'emploi, de valeur, de produits manufacturés compétitifs, **ils investiront dans leur propre économie** et le reste suivra. Mais cela implique des politiques qui **appuient le secteur privé**, et au moins déjà, cessent de l'entraver…

La taille des marchés nationaux est petite , mais au niveau de la **ZLECAF** on parle de + de 2500 milliards de dollars en termes de consommation et aujourd'hui **nos entreprises ne captent qu'une part marginale.**

Cependant, dans les conditions actuelles, la ZLECAF risque d'être seulement un marché de consommation, **une autoroute pour l'importation!** Cette situation perdurera **tant qu'il n'y aura pas de volonté claire** de nos États pour que nos entreprises puissent capter une part de ce marché, et la mise en œuvre se fera **progressivement.**

Un protectionnisme « intelligent » sera donc indispensable pour protéger pendant un

temps ces entreprises naissantes et l'État aura un rôle important à jouer dans cette recherche constante de compétitivité. (voir les recommandations de la conférence GIAF« Comment renforcer l'efficacité de l'État en Afrique » sur www.initiative-afrique.org)

# B. S'ATTAQUER RESOLUMENT AUX « INSUFFISANCES ACTUELLES »

## 1 - Etablir un dialogue entre public et privé

Les investisseurs et entrepreneurs n'aiment pas forcément le mot souveraineté et considèrent qu'il faut avant tout **« s'adapter »,** regarder comment font les autres**,** que leur pays n'intéresse pas les majors et que **le secteur privé et le secteur public ne se parlent pas** (sauf peut-être au Maroc).

## 2 - Régler le problème du coût de l'énergie

Sans un accès à l'énergie viable il n'y aura pas de chaînes de valeur et l'Afrique accuse dans ce domaine un retard très regrettable .

***a- Un historique décevant:***

**-Plusieurs plans ont existé depuis la création de l'Union africaine:** Le Ghana a fait **le** barrage d'AKOSSOMBO et Il y avait deux gros projets en Afrique Centrale, le barrage d' INGA et BUJAGALI. Cependant malgré plusieurs réunions de l'Union africaine **rien n'a abouti**…

Puis l'énergie est revenue à la mode: tout le monde est venu avec un programme d'énergie, **« Il faut électrifier l'Afrique! »** On a parlé et re-parlé d' INGA 3 dans de grandes réunions **et …il n'y a toujours pas d'énergie** alors que ces projets pourraient **changer la vie de millions de personnes** en Afrique et sont **nécessaires à l'industrialisation**

**- Or, il y a tout en Afrique pour produire de l'électricité:**

***b- « Multi-énergie », c'est le concept pour l'Afrique, qui comprend:***

- **Le pétrole et le solaire**, mais l'Afrique est aussi **une grande puissance gazière**. La liquéfaction du gaz est possible et on peut considérablement accélérer l'accès à l'électricité pour les 600 millions d'africains qui n'y ont pas droit aujourd'hui!

Du point de vue **écologique** , le gaz est contesté parfois, mais pour l'Afrique cela suffit pour son développement actuel et **il en va de sa survie ! Le gaz est une solution de transition,** pour quelques dizaines d'années**.**

Le dossier est plaidable car l'Afrique émet **une part marginale** des émissions à effet de serre et surtout **elle compense avec la forêt africaine!**

**- La révolution des petites centrales nucléaires modulaires:**

Le moins polluant c'est le nucléaire. Il pallie le problème de l'intermittence du solaire et offre l'avantage de l'énergie propre avec **une technologie qui a beaucoup évolué**:

Aujourd'hui, on fabrique des **micros centrales dans des containers de 40 pieds.** et le nucléaire s'inscrit parfaitement dans le mix énergétique notamment avec **le Micro-Nucléaire.**

***c- Une formation régionale***

Il faut aller vers **des centrales modulaires**, **former à l'énergie** et tout ce qui va avec, des ingénieurs, des techniciens, des soudeurs… Au Ghana, il y a une école qui forme en sciences et en technique nucléaires.

On peut concevoir des **rapprochement Nord-Sud pour des alliances**, mais il faut établir **une formation régionale africaine et des partenariats** avec tous les pays qui sont d'accord,

## 3-Avancer sur les « agendas monétaires »

Il y a **trois agendas monétaires** en ce moment en Afrique de l'Ouest. **Sont-ils compatibles?**

***CEDEAO: L'Eco à venir déjà très affaibli:***

Les Etats anglophones ne respectent pas **les critères d'inflation** (certains ont des taux à deux chiffres). Le **contenu paradigmatique de la Banque Centrale est flou**. (tous les pays ont la même part de capital de la Banque Centrale, la Guinée Bissau comme la Côte d'Ivoire!). Le paradigme Eco reste encore à finaliser entre **« monnaie commune ou monnaie unique ».** L' Agenda monétaire est en difficulté La dernière date avancée est **2027** mais la crédibilité est réduite.

***UEMOA: 4 éléments affaiblissent l'agenda monétaire de l'UEMOA:***

**a) La dette a explosé**

**Elle a doublé sur les 10 dernières années**. Le rapport Dette/PIB de 32 % en 2015 est **passé à 60 %.** Au Sénégal, la dette sur PIB dépasse 100 % avec un déficit budgétaire a 11 % du PIB **50 % du Budget ira au remboursement de la dette** (au Togo: 74 %) **!** Nos pays s'en sortent aujourd'hui parce qu'ils pratiquent le **« roulement de la dette »:** Ils ne remboursent pas le principal, mais uniquement les intérêts…

On ne peut pas avoir une monnaie CFA rattachée à l'Euro **avec une mauvaise gestion budgétaire de la dette:** le déficit budgétaire engendre un déficit du solde courant de la balance des paiements qui entraine la sortie des devises et donc **l'impossibilité de soutenir à terme le**

**taux de change.** Actuellement, même pour ceux qui voudraient garder le franc CFA, on fait tout pour le perdre.

**b)-L' indépendance de la Banque Centrale est mise à mal par les sanctions**

Les sanctions infligées au Mali puis au Niger ont violé le principe de l'indépendance de la Banque Centrale (Article 4: la BCEAO ne peut recevoir ni donner d'ordre de quelle autorité que ce soit!)…

**c)-La garantie française est en question**:

**La France a rétrocédé ses réserves à la BCEAO** et **on garde la France** comme garantie de la parité du FCFA alors que la contrepartie de cette garantie, c'était les 50 % des réserves auprès du Trésor français? Comment la France continue-t-elle à être un assureur**,** alors qu'on ne paye plus de prime d'assurance !?

**d)-Le projet de monnaie de l'AES peut avoir un impact non négligeable** sur le projet Eco: **Un récit politiquement entraînant sur la jeunesse,** celui du Sud global, **la perte de la continuité territoriale** et du principe de liberté de circulation de personnes et des biens si l'AES sort de l'UEMOA. **Un effet de propagation est possible.**

**En conclusion:** Il y a une **surévaluation** chronique du FCFA qui **favorise l'importation au détriment de l'exportation** et une Banque Centrale **lourde de déficit**, ce qui n'est pas tenable dans le long terme. **Comment passer à l'action ?**

Dans l'intérêt général, ce sujet monétaire **devra être abordé de la manière la plus pratique et la moins doctrinaire possible,** (« entre confiance et souveraineté » disait le Professeur Philippe HUGON) car la monnaie est à la croisée des priorités, et doit être étudiée en cohérence avec celles-ci…

## 4- Faire sauter quelques freins historiques

« Dépoussiérer **»** certains textes et faire des innovations notamment au niveau des **« normes »** importées qui ne tiennent pas compte de nos contraintes est nécessaire : une entreprise d'un pays africain quelconque peut se voir aujourd'hui **refuser une autorisation d'implantation** dans un autre pays africain par une sorte d'injustice invisible! Il faut construire des normes techniques et environnementales **sur lesquelles on puisse tous se retrouver.**

## 5- Un potentiel considérable de valorisation existe

Cela à travers **la création de chaînes de valeurs**: illustration, au Tchad certains sont fiers d'avoir le plus grand nombre de têtes de bétail, 130 millions de têtes de bétail pour 17 millions d'habitants! Cependant **l'éleveur est pauvre et le chômage touche toute la jeunesse…** Or la peau de la vache qui est vendue 10 000 CFA à N'Djamena et exportée « sur pied » au Nigeria qui possède les tanneries, peut générer jusqu'à **2 Millions de FCFA** transformée en chaussures fabriquées en Italie…

Il existe aussi un fort **« potentiel des terres arables »,** L'Afrique disposerait de 60 % des terres arables du monde, mais comment les mettre en exploitation?

# C. FOCUS SUR L'ECONOMIE RÉELLE

## 1- Mettre les « ressources humaines » au centre de tout.

Le besoin d '**«homme fort » pour changer les règles et supprimer les mauvaises habitudes** va s'accentuer… Mais c'est toute la population qu'il faut mettre en ordre de marche.
Le **« Système éducatif »** doit se demander comment on nourrit 1 milliard de cerveaux de jeunes pour en faire **des citoyens productifs!?**
**Réfléchir à des adaptations:** l'éducation a toujours été importante mais on a essentiellement formé dans l'éducation générale…Il n'y a pas assez de gens **formés dans les métiers comme l'électricité, le financier, etc**. (à noter au Bénin que le Gouvernement actuel travaille à réduire cet écart en misant sur la formation technique et professionnelle.)
Cette **formation aux métiers exigée** par l'économie réelle, par les entreprises, doit s'inspirer des meilleurs exemples de réussites pragmatiques dans ce domaine: développer des partenariats avec des pays ayant des réussites industrielles sur des modèles réputés d'apprentissage comme

la Suisse par exemple … La **formation** doit être prise en main **par les professionnels**, **ceux qui vont employer.** Beaucoup de PME assurent la formation des jeunes.

- Un des grands moteurs de croissance**,** c'est l'innovation venue de la base. **On ne cherche pas assez à susciter l'innovation.** Par ailleurs, il faut pousser la **digitalisation. L'IA** sera soit chinoise, soit occidentale. Elle ne réfléchit pas à « l'Africaine »…Pour avoir une IA africaine (souveraine !) il faut se grouper pour former les hommes, dans des institutions gourmandes en financements, en ressources humaines et énergétiques. Cela ne peut s'envisager au niveau national, mais via des partenariats élargis.

## 2- «Protéger » nos économies et nos acteurs économiques en phase initiale.

Une certaine dose de protectionnisme est nécessaire car « la souveraineté économique s'acquiert progressivement… »

## 3- Investir davantage dans la souveraineté économique « collective ».

Seuls on ne peut pas réussir. Il faut aller ensemble vers la souveraineté collective en s'appuyant sur **nos institutions régionales,** dont c'est la vocation principale.

**Dégager une vision commune** et créer des modalités adaptées à tous les pays. Cela rejoint la sécurité collective, car c'est la misère qui engendre frustrations et violence.

La **comparaison historique** avec des unions ou des fédérations, comme celles du Sénégal avec la Gambie ou le Mali**,** qui n'ont jamais marché, vient du fait qu'elles étaient trop politiques**…C'est la vision économique qu'il faut prioriser** et une **approche conjointe avec les secteurs privés.**

**Il existe des productions stratégiques régionales évidentes** : coton, cacao, pétrole, gaz…(Par exemple au Bénin, le coton provient de plusieurs pays.) **Il faut faire des partenariats entre États et leurs secteurs privés?**

## 4- «Elargir les partenariats « Nord-Sud »

Voyons ce qu'on peut faire ensemble, « Ouvrir **»** plutôt que faire du chacun pour soi dans son couloir. Établir des partenariats en examinant ce que chaque partenaire ou groupe de partenaires peut offrir sans a priori et sans complexes,

Bien sûr avec le **Sud Global** qui est déjà très présent aujourd'hui, mais sans oublier **les pays de l'Europe Méditerranéenne** ( Espagne, Portugal, France, Italie, Grèce …) qui sont les voisins les plus directs.

## 5- «Faire de l'informel une force! »

En matière d'emploi, **l'informel licite** est une réalité qui s'impose en Afrique, puisqu'il représente en moyenne **plus de 80%** de l'activité économique dans quasiment tous les pays du continent.

Cette réalité tenue pour une faiblesse **il est possible de la transformer en force** pour demain. Des expériences réussies menées à grande échelle l'ont montré.

**En armant l'activité informelle** avec des outils ciblés (bancarisation, formation reconnue, inscription à la chambre des métiers, couverture sociale, reconnaissance de l'activité…), on arrive rapidement à **une activité viable,** valorisée pour le pratiquant, reconnue par l'Etat et permettant de faire vivre dignement une famille.

Tout est affaire **de volonté**, **de coordination d'acteurs et de moyens** qui existent déjà sur place mais qu'il faut mettre en synergie**.** Une telle expérience réussie est **facteur de paix sociale** permettant de légaliser des centaines de milliers d'emplois.

Les pays d'Afrique **ne peuvent pas aujourd'hui ignorer l'informel**, continuer à le tenir « hors champ » car extérieur, sinon à la marge, des circuits de rente et des possibilités de prédation. Ils ont besoin des vastes possibilités de transformation qu'il recèle.

(**Pour plus de détails et d'illustrations** concrètes sur ce modèle: cf partie notes/documents sur www.initiative-afrique.org)

## 6- Financer à hauteur des besoins.

- **D'abord les « infrastructures » , un préalable absolu à tout développement**, à combiner avec la notion d'investissements **« structurants »,** susceptibles de créer des synergies et d'entrainer l'ensemble du secteur privé local, formel et informel**.** Cela pour susciter une « **densification » de l'économie.**

**-** Financer le secteur privé national pour développer **des champions nationaux et régionaux ! La Banque centrale doit trouver d'autres moyens de financement** ! Problème clé, sur lequel il faut sortir de l'incantation!

- **Aller vers des « joint-venture » pour mobiliser l'argent?**

Il y a un problème de **fiabilité de données** or la confiance est à la base de tout financement. Pourtant **il n'y a jamais eu autant d'argent.** Il est important de clarifier les réponses à la question**: où vont les ressources africaines** ? On estime que chaque année, **50 milliards de dollars**, sont exportés de manière illicite. Certains savent comment l'argent sort avec les déviances de la corruption… En fait c'est **une question de gouvernance.**

## 7- Le plus important pour atteindre l'objectif reste «la gouvernance économique ».

Il faut **une Vision claire,** partagée, qui assure **la « cohérence** » et la stabilité des politiques (la Chine a la même depuis Den Xiao Ping)

**«Sortir de la faiblesse de nos réflexions stratégiques. »** On a du mal à faire des plans à cinq ans qui ne peuvent se faire simplement au niveau d'un Etat. **La réflexion ne peut pas être que géographique, son « intégration » doit être verticale et horizontale**, combinée aussi avec **la recherche.**

**Il faut un « leadership transactionnel »** partagé par toute la chaîne de management, pas seulement le chef d'État. **Tous nos décideurs ne sont pas des économistes. Il faut leur adjoindre des économistes ou des gens du privé dans les postes de décision.**

On ne pourra pas avancer sans **« un projet africain »** qui permette de définir **les vraies priorités** (quand on pense que dans tous les fameux « plans d'ajustement structurels », il n'y avait rien sur l'énergie!)

Nous avons tout ce qu'il faut pour cela aujourd'hui. Il faut **se mettre en ordre de bataille** et affronter le marché mondialisé.

# Session 4 : LES SOUVERAINETÉS NATIONALES ET LES CULTURES AFRICAINES, FACE A LA GÉOPOLITIQUE MONDIALE ET SES LUTTES D'INFLUENCE.

**«** Penser la souveraineté » pose aux populations la **question de « l'altérité »**, du « rapport avec l'autre **»** aux niveaux, national avec la décentralisation, régional avec les voisinages et les frontières, continental avec l'idéal du panafricanisme et mondial avec la globalisation. Cela crée des **revendications de souveraineté et des blocages** à analyser sous les angles, anthropologique, sociologique, économique et énergétique.

## 1) La souveraineté « économique »: un « résultat » et non quelque chose qui se décrète … (vue sous l'angle socio-économique)

Un constat s'impose : « The World is becoming more african »**,** titrait récemment le New York Times ! Le monde devient de plus en plus africain ! Pour le meilleur ou pour le pire?
On l'a dit : l'Afrique est la région du monde la plus jeune: (D'ici 2050, 90 % de la croissance de la population active viendra de l'Afrique. La fécondité moyenne en Afrique: 4,18 enfants par femme, 1,5 en France…La moitié de la population a moins de 17 ans, en France, c'est 42 ans **…)** Cela a des implications importantes, qui ne sont pas que négatives:

L'extraordinaire développement au Nigéria de Nollywood et la jeunesse qui est partout présente sur les grands stades, dans la musique également, ailleurs dans la culture et les moyens de communication, sur les grands stades, etc…Tout cela aura **une influence inexorable sur le soft power !**
Un « potentiel énorme d'apprentissage » pour la région entière existe. Tout ce qu'on dit sur l'intérêt de politiques industrielles est également valable pour **l**es politiques culturelles et créatives qui représentent **un foyer important d'emplois.** On voit la possibilité d'en faire des moteurs puissants pour l'avenir!
D'où l'importance au plan stratégique **« d'investir dans l'humain »** et dans les capacités (cf« Jeunesse Africaine, « bombe à retardement » ou opportunité historique ? recommandations sur www.initiative-afrique.org)
Il faut cependant combattre « l'instabilité et l'insécurité » en visant **« trois objectifs »concomitants**:
1–construire le lien entre gouvernants et gouvernés, c'est à dire bien réfléchir aux modalités d'exercice de sa démocratie**.**
**2**–créer les conditions d'une économie forte.
**3**–construire l'État fort, structuré et efficace qui fasse vivre dans un « bon pays »!
Trois conditions nécessaires pour rencontrer le monde **avec plus de confiance** et se donner la capacité de construire **une souveraineté réelle.**

## 2) Une souveraineté « énergétique » réaliste à la condition de planifier dès maintenant…

**- L'enjeu énergétique : une « nécessité » pour la croissance!**

Sans énergie on n'a pas d'eau, qui est déjà en raréfaction. Il y a besoin d'énergie pour la déplacer et comme elle est souvent polluée, il faut aussi de l'énergie pour la dépolluer. Sans eau, pas de processus de mines, d'usine, d'agriculture à grande échelle …. Il y a vraiment **un processus incontournable: eau–énergie–nourriture**….

**-Le potentiel énergétique est loin d'être atteint :**

L'Afrique c'est 7,5 % des flux pétroliers mondiaux**,** on est loin du potentiel qui peut être facilement multiplié par deux,

**-Les revenus potentiels sont considérables :**

Aujourd'hui ces revenus représentent 115 milliards de dollars par an, on peut escompter facilement **une augmentation de 150 milliards de plus,** sur 50 pays cela représente une moyenne de 3 milliards de dollars par pays.

**- il faut changer la chaîne de décision actuelle qui n'est pas optimale,:**

**les solutions d'urgence viennent en concurrence avec les solutions planifiées.** Quand on est bloqué, la solution, la plus utilisée aujourd'hui, c'est de faire parvenir un bateau tanker qui correspond à un important montant financier (coût moyen 150 à 200 millions de dollars) qui peut influencer des processus de décision. Un ministre ou un responsable- généralement toujours dans l'urgence- **peut avoir du mal à dire non…**

- **D'où la nécessité d'une planification « maintenant »**: Sinon on ne pourra pas répondre à la croissance de population d'ici 2050, avec des besoins énergétiques énormes. En énergie, ce sont des processus de planification à 50 ans! C'est ce que font les lions asiatiques…

–**Comment résister à la tentation de corruption :** on conçoit que les montants en jeu qui représentent des années de salaire de fonctionnaire représentent une **véritable tentation!** (Dans tous les pays producteurs de pétrole, ces fonctionnaires spécialisés sont les mieux payés**,** selon le principe qu'ainsi ils auront moins envie de frauder…)

– **Les solutions peuvent aussi exister en Afrique**: La manne financière est suffisante pour mettre en valeur toute la chaîne qui décide en Afrique…D'où la suggestion de **créer une fonction de Chief Executive Officer** qui supervise avec des systèmes de commission.

– **Quant au « choc culturel » que représenterait la planification,** dans nos villages certaines formes de planification existent qui prévoient la succession de chefs de village…On est donc capable de se mettre à planifier **: la souveraineté « commence par la !**

La conclusion est qu'il y a beaucoup plus d'argent à faire en pensant « long terme » qu'en agissant à « court terme »**!** Devant un tel enjeu financier à la clé, **l'Afrique ferait mieux de planifier son secteur de l'énergie…maintenant!**

## 3) En matière de souveraineté, attention aux « vraies-fausses servitudes »…

Cheikh Amadou KANE, dans la confrontation entre l'Afrique et le monde occidental dont traite **« *l*'*Aventure ambiguë* »,** fait dire à son personnage la Grande Royale, cette dernière phrase: « il faut qu'on apprenne nous aussi à vaincre sans avoir raison ! »…

Mais il existe en Afrique, **« l'art de perdre sans être au courant ».** Il y a des « servitudes » dans beaucoup de pays africains, dont on n'est pas conscient et **des clarifications sont nécessaires** …En voici quelques exemples:

### a. Le franc CFA

On pense essentiellement le franc CFA en terme de « souveraineté », à propos du rôle de la France, sans conscience d'autres réalités:

En 2010, en Côte d'Ivoire, deux légitimités s'opposent dans un conflit, celle de Laurent GBAGBO et celle d'Alassane OUATTARA, dont les armées s'affrontent… « Le Conseil des ministres » de l'UMEOA **«** reconnaît la victoire de OUATTARA et interdit l'accès au coffre de la BCEAO à Laurent GBAGBO. Tout Président qu'il était à l'époque, celui-ci essaye de forcer la situation… Il sera condamné à 20 ans pour cela!

Cette décision prise par un simple conseil des ministres de l'UEMEOA **-** ce qui n'est même pas le niveau le plus haut - correspond finalement à une « servitude »**.** A force de mettre la focale sur la France, on oublie **cette servitude consentie par nos Etats** depuis des décennies, dont on ne se rend pas compte, mais qui est bien là…

**Combien de gens sont conscients des servitudes qu'ils ont été laissées à ces instances!**?

### b. L'Aide internationale,

La façon dont on la considère généralement n'est pas forcément la bonne…Ces dernières années on a expliqué que **l'aide était une vraie forme de néocolonialisme** et on l'a rejetée de partout, comme si le seul fait d'avoir besoin d'aide, était un signe de « baisse de souveraineté »**.**

Mais, à partir du moment où les Occidentaux décident d'abandonner l'objectif de 0,7 % de la richesse nationale fixé pour l'aide, et particulièrement les États-Unis qui la suppriment carrément, on se rend compte que l'aide internationale aujourd'hui était vraiment nécessaire pour nourrir des réfugiés, construire des routes, des hôpitaux, des crèches, etc..

En faisant croire qu'avec l'aide à l'Afrique on se déshonorait, **on a fait tomber l'aide internationale.** Aujourd'hui où sont-ils ceux qui l'ont discrédité pour expliquer comment on pourra la remplacer !? Il n'y a pas de honte à demander de l'aide, mais voir l'aide « honteuse » en soi, est honteux !

### c. On parle de luttes d'influence, mais qu'en est-il des « influences sans lutte » !?

Nos systèmes juridiques, critiqués pour l'inefficacité des tribunaux dans l'espace francophone et l'absence de séparation des pouvoirs, sont un héritage français, qui n'a jamais été « repensé ». On ne conteste pas le fait que le Ministre de la justice, comme **toute la structure juridique**, **dépende…du gouvernement.** Aucun pays francophone en Afrique n'accepterait de laisser la justice indépendante!

Les moyens de corruption qui viennent de cette dépendance de la justice sont énormes. En Ouganda ou au Kenya par exemple, le Conseil supérieur de la magistrature**,** qui décide des carrières des magistrats, est essentiellement composé d'avocats et de juges « indépendants ».

Cette influence délétère de la justice dans nos Etats, imposée sans intervention de la France, n'est jamais remise en cause. La « véritable souveraineté » commencerait par réfléchir à **trouver des alternatives** qui existent ailleurs…

## LES « FONDEMENTS » D'UNE VERITABLE SOUVERAINETE AFRICAINE DANS LA GÉOPOLITIQUE ACTUELLE

**1) Ne jamais oublier la démographie.**

L' Afrique sera en 2050 le continent le plus peuplé: pour que ce soit une bonne chose il faut mettre l'accent **dès maintenant** sur tous les domaines comme **l'éducation, la santé** …ainsi que sur toutes les **autres dynamiques d'avenir :** utilisation de l'IA, problèmes de changement climatiques etc.

**2) Une « planification » plus que jamais indispensable.**

**-« Témoignages sur le passé de la « planification » :**

**«** On revient de loin ! Dans les années 2000 le long terme c'était la semaine prochaine**!** Quand on ne sait pas comment à la fin du mois on va pouvoir payer les fonctionnaires, ça prend toute l'énergie**!** On vivait la dictature des urgences. Le quotidien l'emportait sur le long terme… »

**Des réactions africaines généralement trop lentes face aux menaces: «** lors d'une **r**éunion SADEC sur le **problème d'assèchement du lac Tchad** un Premier Ministre avait proposé d'envisager la possibilité de détourner l'eau de deux fleuves vers le lac Tchad, pour maintenir la population tchadienne là où elle se trouvait…En vain ! Quelques années après les éleveurs tchadiens mènent leurs troupeaux jusqu'en RCA, ce qui pose de sérieux problèmes de sécurité… »

**-La Vision, la Stratégie, c'est nécessairement « maintenant » !**

**En 2050, la moyenne d'âge en Afrique sera de 23 ans** (alors qu'ailleurs de nombreux pays doivent anticiper un problème de seniors). Il faut réfléchir en termes de besoins d'emplois, de formation, de métiers, etc. Il ne faut surtout pas « s'asseoir » et attendre 2050.

**-C'est possible d'y parvenir avec une forte volonté politique, l'exemple du Bénin en témoigne:**

En 2016 une décision présidentielle a été prise de **«** ramener la planification au Bénin et reprendre « **la vision Bénin ALAFIA »** qui subsistait mollement depuis les années 2000 .

**Un plan national de développement à 10 ans** composé de deux Programmes d'Actions du Gouvernement (PAG) de cinq ans ont effectivement encadré toute l'action gouvernementale et permis un suivi avec un véritable « rendu des comptes » au citoyen béninois. **Les conséquences positives de ces programmes sont partout visibles** dans le pays**,** notamment en cette fin de deuxième mandat.

**- Les problèmes et les objectifs sont les mêmes.**

Une évaluation a été faite, avec une enquête prospective à 30 ans, sur **« le Bénin Rêvé, après un siècle d'indépendance »**. On a interrogé les populations jusqu'aux plus jeunes (car dans 30 ans, un enfant de 15 ans d'aujourd'hui, sera dirigeant du Bénin !). La question suivante a été posée : « De quel Bénin rêvez-vous ? »

Les réponses majoritaires ont été :

**Un monde sans inégalité, Où les enfants ne sont plus maltraités,**

**Où nous allons trouver du travail, Un Bénin où demain nous vivrons tous en paix…**

Avis certainement partagés par toutes les Afriques : **«** Hétérogénéité des Afriques » mais certainement **communauté d'objectifs sur « l'Afrique rêvée ».**

## RECOMMANDATIONS POUR CONSTRUIRE UNE « SOUVERAINETÉ VÉRITABLE », AU PLAN MONDIAL.

### 1- « Rebâtir la maison Education, de Bas en haut. »

Il y a **« une majorité d'enfants aujourd'hui qui ne sont bons nulle part! »**.

**Une situation depuis longtemps dégradée.**

Pour comprendre, on peut remonter aux Indépendances. Les nouveaux Etats ont fait appel aux meilleurs éléments pour leurs administrations. Beaucoup ont quitté l'enseignement, qui n'offrait pas les mêmes perspectives de réussite et d'enrichissement. On a comblé le manque avec de moins bons éléments.

La qualité en a souffert. Le tourbillon vers le bas s'est accentué, car les enseignants ont été de moins en moins bien payés comparativement. Parallèlement, les élites dirigeantes ne s'en sont pas trop soucié : ils envoyaient leurs enfants dans des écoles privées élitistes, ou à l'étranger.

Au final, 50 ans après on trouve des enfants qui ne sont bons nulle part et frustrés car leurs efforts, leurs diplômes, ne leur rapportent rien.

**Pour rebâtir la maison de bas en haut il faut :**

-***Améliorer la qualité des apprentissages.***

**La qualité de l'éducation est fondamentale** il faut en parler dans une approche ouverte et revoir les programmes à l'école. Utiliser aussi toutes les nouvelles techniques pour moderniser l' apprentissage.

-***Enseigner ce qui est adapté au marché de l'emploi***

On continue d'enseigner majoritairement des matières qui ne sont pas adaptées au marché de l'emploi, il faut qu'on ait le courage de regarder résolument les secteurs techniques!

-***Enseigner les valeurs civiques et les connaissances géopolitiques nécessaires***

pour, à partir du « besoin d'idéalité » des jeunes, susciter un désir d'avenir réaliste dont ils seront protagonistes. (Cf 8eme levier des recommandations GIAF sur « Jeunesse africaine, bombe à retardement ou opportunité historique »sur :www.initiative-afrique.org)

## 2- « Régler le problème de la transhumance »

**Le vrai problème de la transhumance repose sur un aspect économique global**, S'il n'y avait pas eu un ralentissement de l'industrialisation au Nigeria pendant 10 ou 20 ans, il est probable que l'on n'aurait pas eu Boko Haram…La problématique de la transhumance est liée à la combinaison de problèmes portant sur 3 éléments **: les ressources en eau, la dégradation de l'environnement, les difficultés de l'agriculture.**

Le Président Mohamed BAZOUM lors d'une réunion sur la souveraineté alimentaire, avait insisté sur l**'impératif de solidarité et de générosité: «** Si on ne fait pas preuve de cela, on ne pourra pas répondre aux défis pour une raison simple : le défi climatique»

**On est pris en étau** : la population côtière recule à l'intérieur des terres. Nous perdons 5 à 10 m de côte chaque année du fait de l'avancée de l'océan. En sens inverse du fait du **réchauffement climatique,** la population saharienne bouge vers les mangroves.

En même temps la productivité du travail n'a pas augmenté et on est obligé d'accroitre les surfaces cultivables : les populations transhumantes n'ont plus les couloirs qu'ils avaient, il y a 30 à 50 ans !

Cela ne peut être réglé au plan national: **le « plan régional » est donc au cœur de cette dynamique** des populations transhumantes qui ne vont pas respecter les limites administratives ou officielles…C'est le même problème dans tout le Sahel jusqu'au Soudan.

## 3- « Réaliser l'indispensable intégration économique »

On voit que plus les débats avancent, plus le concept qui s'avère être le plus pertinent c'est celui de **souveraineté « partagée vers l'intégration régionale »,** ce qui implique**:**

**-Une nécessaire mutualisation des ressources**

**Les projets régionaux sont fondamentaux** car il faut miser sur les avantages comparatifs pour gagner en performance sur la région quitte à mettre en place des mécanismes de redistribution des surplus, pour que l'effet d'échelle soit perceptible pour chaque région.

**Mais « on n'y est pas arrivé jusqu'à présent », cf. l'exemple historique du coton:**

Abdoulaye BIO TCHANÉ alors Président de la BOAD avait réussi à mutualiser des ressources sur la filière coton. A l'UMEOA, on avait déterminé le triangle Senoufo comme « meilleure zone de production du coton » réunissant une partie des trois pays:

Cependant on n'a jamais pu mettre en place le pôle de compétitivité sur ce produit phare de la région**, parce que la redevabilité des populations dans le découpage** était uniquement par rapport à **leurs gouvernants…** Or« faire de l'intégration régionale » peut vouloir dire que le Togolais par exemple produise autre chose que du coton et laisse le Mali en faire plus, et réciproquement pour un autre produit, et qu'il y ait compensation à partir de redistributions …

Dans une mondialisation exigeante comme aujourd'hui, on n'a pas d' autre choix que celui d'utiliser **le levier de l'intégration régionale.**

**-Une voie de solution raisonnable pourrait se dégager pour « l'intégration monétaire »**

**La déclaration de Lomé** (Etats généraux de l'Eco 2021) a suggéré un plan ouest africain, intéressant en faveur d'**une monnaie « commune » par opposition à une « monnaie unique »…** Il est question d'un Eco commun avec un taux de change fixe, cohabitant avec des monnaies nationales pouvant **fluctuer à l'intérieur d'un « couloir ».**

C'est une forme d'intégration progressive qui va tenir compte des monnaies existantes fluctuantes dans ce couloir et **les amener progressivement vers une convergence,** avec comme objectif, la transformation structurelle de l'économie actuelle. C'est la même formule **du « serpent monétaire » autour de l'écu,** qui a existé historiquement en Europe avant l'euro et avait participé à la croissance exceptionnelle des fameuses « 30 (années) glorieuses ».

-**La responsabilité des Institutions Africaines**

CEDEAO, CEMAC, Union Africaine, etc. **elles ont toutes un rôle très important à jouer** pour tenir compte des diversités pays et conjuguer les efforts dans les grands problèmes face aux USA, à la Chine à l'UE…car seuls on ne peut rien faire**,** mais ensemble, on peut mieux faire face aux défis collectifs d'une Afrique plurielle…

**Ala condition d'accepter de se réformer!** (Voir recommandations GIAF **:** « Intégration ou…Désintégration? Comment re-fonder la dynamique de l'Intégration Régionale en Afrique » sur www.initiative-afrique.org **)**

-**Comment se mettre ensemble pour optimiser ces solutions africaines?**

**Le fédéralisme?**

**S'il est sans doute utopique** pour le moment de penser à une fédération africaine**, on pourrait au minimum aller vers des « contrats entre pays »,** contrats de partenariat sur des sujets précis, pour pouvoir défendre des intérêts et aller comme l'Europe au-delà des frontières physiques, même si elles existent

**« Contrats entre pays » ça a marché au plan sécuritaire:**

**Idriss DEBY avait montré l'exemple:** il était le seul chef d'État d'accord pour mutualiser sa sécurité avec celles des autres: il a envoyé 4000 soldats au Mali, 3000 au Niger, 3000 au Cameroun, 4000 au Nigeria…Ils ont ensemble détruits **68 % du potentiel de Boko Haram!** Puis on leur a demandé de rentrer chez eux… Voilà, où nous mènent « les souverainetés » purement nationales!

Tout ceci plaide en faveur d'**une souveraineté des pays africains « ensemble »**

La question reste posée **: « Avons-nous besoin de frontières ? »** Au Burkina Faso, au Mali on lutte contre l'insécurité… On aurait mis nos efforts en commun, s' il n'y avait pas de frontières**…**les djihadistes le font bien eux !

Comme disait NYÉRÉRÉ à propos des transhumances: les Masaï, c'est comme les girafes, ça n'a pas de frontières, on devrait faire comme ça en Afrique mais avec l'égoïsme des Etats, personne ne veut lâcher… **Il faut aller à des espaces plus larges, la mondialisation l'exige.**

La question se pose: comment rendre les gens plus panafricains!? Pour cela il faut **viser un grand destin, pour l'Afrique…**

## 4- « Faire de l'Afrique, une puissance économique »

On parle beaucoup de souveraineté **…** mais il faudrait par réalisme construire un consensus sur l'idée que **cela passe par faire une « puissance économique » de la zone** car le « cœur du sujet », est**:**

- **qu'il n'y aura pas de stabilité s'il n'y a pas d'emplois,**

**- que le secteur privé est déterminant pour la création d'emplois.**

**- qu'on ne peut pas créer des emplois à une échelle suffisante sans politique commune d'industrialisation de nos économies. Sans « Projet africain »**

## 5- « Réunir les conditions d'une « mise en œuvre effective » du Projet africain »

1- ***Passer des discours si souvent entendus… à « l'impact effectif »,***

Il faut « **une mobilisation générale »: (à commencer par les participants de cette conférence),** notamment **ceux qui ont une capacité d'influence** sur les hommes politiques des différents pays, en **les invitant à agir individuellement et collectivement**,

**a)** pour examiner et négocier avec courage **les lois qui touchent à « l'environnement réglementaire et fiscal »**des différents pays pour « les dépoussiérer », « les rendre innovantes », « les adapter à notre contexte »…

**b)** pour développer résolument **« les secteurs techniques », « l'alternance » en entreprise** et se rapprocher des industries et entreprises privées pour « former plus de techniciens », adaptés aux économies visées et surtout au secteur industriel ! Ceci passe par « la réforme de nos lois éducatives »**.**

**c) pour bâtir une « fiscalité de porte adaptée »**. Une « **politique incitative » pour les produits transformés au niveau national,** pour être plus compétitifs que les produits importés. Sans cette « mobilisation générale **»,** tout restera slogans et ne sera pas réaliste!

***2- Construire un panafricanisme « de nature économique »,***

travailler ensemble à définir une vraie politique d'industrialisation qui dépasse l'échelle d'un seul pays et pour cela réfléchir et agir sur**:**

**a)** comment « se mettre ensemble »**,** en premier lieu **sur l'électricité,** qui est un problème commun car qui dit industrie dit compétitivité et **certains pays ont la capacité de fournir aux autres de l'énergie à l'échelle régionale**…

**b) définir « sur quelle base » chaque pays a le pouvoir de décider** sur ses propres sujets énergétiques, agricoles, industriels**,** voir ceux qui pourront être traités à un niveau beaucoup plus régional et **bâtir une politique commune « ensemble »**.

**c) voir comment mieux « accompagner les jeunes »,** qui sont nombreux à vouloir aller dans différents pays pour compléter leur formation et pour tisser des liens…

**d) adopter une politique de l'Intelligence Artificielle (IA):** définir ce qu'on veut sur l'IA africaine pour qu'elle prenne en compte les réalités des cultures, des langues, des valeurs ainsi que la protection des données et la stratégie de l'Afrique, sur le reste du monde.….

**Investir massivement** parce que ce sont des choses faisables, concrètes sur le terrain, dans des datas, des ingénieurs, des analystes, des techniciens… il faut « le faire ensemble » car chaque pays pris individuellement est trop petit.

***3-« Toujours le faire avec le secteur privé « autour de la table… »***

**La souveraineté,** c'est une « conquête à conquérir »! **C'est forcément progressif** et ça se construit dans le temps**,** sachant que la prospérité et donc l'activité économique et l'emploi, sont les véritables facteurs de stabilité et de transformation.

Pour construire cette souveraineté, il y a **« centralité » du secteur privé comme moteur à toutes les échelles** : petites, moyennes et micro entreprises, mais également avec **l'informel** (voir dans Documents sur www. initiative-afrique.org**«** En Afrique faire de l'informel une force! **»**)

Le préalable absolu est que le **développement du secteur privé ne soit pas entravé**. Certaines pratiques de gouvernance lui nuisent (Produits importés de loin qui rendent non-concurrentielle la production locale). Il faut lutter contre tout ce qui entrave son développement !

Cette priorité donnée à l'aspect régional, réalisée avec le privé, nécessitera nécessairement **une « re-fondation » de certaines politiques et institution**s pour aller résolument dans le sens de ce qui favorise le secteur privé local !

## Session 5 : SEANCE CONCLUSIVE

Si on ne fait pas globalement au niveau mondial preuve de **« générosité »,** on ne pourra pas régler les problèmes, à cause notamment du **réchauffement climatique**. **Le concept pertinent,** c'est finalement celui de **« souverainetés partagées »** entre l'État, le territoire, la société mais aussi la région et le continent …et la planète!

Aucune souveraineté proclamée, **sans fondement économique,** n'est vraiment raisonnable. Seule **une souveraineté ouverte en coopération et en co-construction avec d'autres pays africains et ouverte sur le monde,** peut se targuer d'atteindre progressivement cet objectif de souveraineté véritable et partagée, mêlant aspects économiques et sécuritaires.

**Cela est faisable** et on peut déjà s'inspirer des « **success stories régionaux »:**

**-**comme **le Maroc** par exemple dont l'avenir a été clairement orienté vers l'Afrique subsaharienne, à partir d'une stratégie bien définie: investissement dans le trafic aérien, investissement dans les Finances, promotion de l'Islam des lumières pour faire barrage au radicalisme**,** construction du port de Dakhla Atlantique qui désenclavera 23 pays**.**

Dans ce succès il n' y a pas eu que **l'indispensable « vision »,** il y a eu **aussi « beaucoup travail et de sérieux »** et un **« investissement conséquent ».**

-Mais le bon exemple, peut aussi venir **du Bénin,** car on a vu sous les quatre angles d'analyse de la souveraineté par la conférence, qu'objectivement **le « Benin de 2025 » coche beaucoup de cases positives.**

De quoi donner **une légitime fierté aux Béninois** et **indiquer un chemin** pour des pays qui cherchent leur voie!

« Souveraineté partagée », « intégration », « mutualisation des moyens » notamment pour les infrastructures et sur le plan sécuritaire, « engagement », voilà **« les mots-clés »** pour que, conformément à la déclaration du Président **Sidi Ould TAH** en introduction de la conférence, **« l'Afrique devienne la prochaine usine du monde! ».**

Une Afrique qui refuse la dépendance passive et s'invite, **davantage unie, avec détermination, lucidité et sans complexe, à « co-construire » l'ordre mondial !**

Il est par contre évident que **les antagonismes régionaux actuels,** issus de nombreux putschs et attisés par les conflits importés**,** peuvent gravement **pénaliser l'atteinte de cet objectif.** L'avenir dépendra de l'issue de cette confrontation entre la **souhaitable co-construction africaine** et **une fragmentation de plus en plus conflictuelle**, dont seule sera bénéficiaire, l'économie grise…

Une chose est certaine, comme on l'a vu « **le monde deviendra de plus en plus africain »**ce qui souligne **l'enjeu pour le meilleur comme pour le pire du devenir du continent africain pour le monde entier** et en premier lieu pour ses **voisins européens.** Aux Africains et au reste du monde de bien le comprendre, car c'est l'avenir de tous nos enfants qui se joue maintenant en Afrique.

## Liste des participants, COTONOU 2025

ACOUETEY, Didier **Togo/Côte d'Ivoire/France**

- *Président Africsearch*

ADJE, Jocelyne **Bénin**

- *Promotrice CRYSTAL AGRI BUSINESS*

AHAMIDE, Armelle **Bénin**

*Secrétaire Générale du Ministère - DCAG*

AHODODE, Jose Herbert **Benin**

- *Responsable GIAF jeunes*

AHOUENVOEDO, Didier (Col.) **Bénin**

- *Conseiller technique à la Communication du Ministre de la Défense Nationale*

AIDARA NDIAYE, Adjaratou Wakha (Pr.) **Senegal**

- *Director Partners Senegal*

AKANDJI KOMBE, Jean-François **Centrafrique/France**

- *Professeur Sorbonne - Directeur Master2 Droits Africains*

AKPLOGAN-DOSSA, Huguette **Benin**

- *Consultante gouvernance et secteur privé*

AKPO, Laurent **Bénin**

- *Permanent Secretary, Ministry of Industry and Commerce*

ALINSATO, Alastaire Sèna **Bénin**

- *Directeur de Cabinet du Ministre de l'Industrie et du Commerce*

AMENOUNVE, Edoh Felix **Togo**

- *Directeur Général B R V M*

AMOUZOUNVI, Biram **Bénin**

- *Gérant GSM Smart*

ASSOKO, Joël **Paris/Côte d'Ivoire**

- *Journaliste Economique*

ATSE, Jean Philippe **Côte d'Ivoire**

- *Managing Partner AIES (Africa Integrated Energy Solutions)*

ATTIOGBE, Rodrigue **Bénin**

- *Président of Réseau Almuni des Jeunes Leaders du Bénin*

BAS, Jean-Christophe **France**

- *Vice Président Aspen France*

BEHETON, Létondji **Bénin**

- *Director Général, Société d'Investissement et de Promotion de l'Industrie*

BERTRAND, Joël **France (Nigeria/Afrique de l'Est)**

- *Ancien Directeur de Centres Culturel Français*

BESSAN, Eudoxie **Bénin**

- *Conseillère Technique à l'Economie*

BILOA, Marie-Roger **Cameroun**

- *Journaliste et entrepreneuse Médias*

BIO TCHANE, Abdoulaye **Bénin**

- *Ministre d'Etat, en charge du Développement et de la Coordination de l'Action Gouvernementale (DCAG)*

BIOKOU, Romulus **Bénin**

- *Secrétaire permanent de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière*

COULIBALY, Mamadou Sinsy **Mali**

- *Ancien Président du Patronat Malien*

DAKO, Benjamin **Bénin**

- *1er Secrétaire Général Adjoint du Gouvernement*

DASILVA, Karim **Bénin**

- *Président de l'Association des Sages et cadres de Porto-Novo*

DE SOUZA, Léchidia **Bénin**

- *Directrice Générale Adjointe de l'Evaluation et de l'Observatoire du Changement Social*

DEGAN, Mardochée **Bénin**

- *Président de l'Ordre des Jeunes Leaders du Bénin*

DIAWARA, Malick **Sénégal/France**

- *Journaliste, créateur d' Eco-TransContinents Africa*

DO REGO, Laurence **Togo/France**

- *Directrice financière*

EDON, Cyriaque **Bénin**

- *Directeur Général des Politiques de développement*

EKRA, Jean-Louis **Côte d'Ivoire**

- *Ancien Président d'Afreximbank, administrateur de sociétés*

ENDEZUMOU, Patrick **Cameroun/Allemagne**

- *Conseiller, Ambassade du Cameroun en Allemagne*

GADIO, Tidiane (Cheikh) **Sénégal**

- *Ancien Ministre Affaires Étrangères …*

GANSE, Emmanuel **Bénin**

- *Président de l'Association des Blogueurs du Bénin*

GNAMOU, Dandi (Pr.) **Bénin**

- *Présidente de la Haute Cour de Justice*

GOMINA, Ibrahim Issiradjou **Bénin**

- *Conseiller Technique à la Gouvernance*

HOUEGBELOSSIN, Jérémie **Bénin/France**

- *Promoteur Xwevi*

IDRISSA, Rhamane **Niger**

- *Politologue éditeur de la Gazette Afrique*

ITOUA, Bruno Jean Richard **Congo**

- *Ministre des hydrocarbures*

KAZADI, Delly **Suisse/RDC**

- *Secteur Privé Suisse/Congo*

LAWANI, Adjaratou **Bénin**

- *Coach en personal branding*

LEBLOND, Aïssatou **Sénégal**

- *Secteur Privé Fonds Invest agro industrie*

MARA, Moussa **Mali**

- *Ancien Premier Ministre*

NGALAMULUME, Berith Yakitenge **RDC**

- *Institut recherche Ebuleti- suivi du travail parlementaire*

NIANG, Talla **Sénégal**

- *Général de division, diplomate*

NUBUKPO, Kako **Togo/France**

- *Ancien Commissaire UMEOA, universitaire*

OUEDRAOGO, Ablasse **Burkina Faso**

- *Ancien Ministre des Affaires Étrangères*

PADACKE, Albert Pahimi **Tchad**

- *Ancien PM du Gouvernement du Tchad*

PEYROU, Pascal **Antenne Paris**

- *Secrétaire Général du GIAf*

POIRIER, Jean Patrice **France**

- *Trésorier du GIAF – Secteur Privé*

SARR, Mouhamadou Bassirou (Cheickh) **Sénégal**

- *Ancien Ministre*

SEVAISTRE, Patrick **France**

- *Consultant/enseignant en développement dans le secteur privé*

SOUMANOU, Faidatou **Bénin**

- *Président de la Jeune Chambre Internationale (JCI Bénin)*

TOBOCHIANDOU, Axel **Bénin**

- *Président de l'ONG CRYSTAL AGRO BENIN*

TOGNIFODE, Véronique **Bénin**

- *Ministre des Affaires Sociales et de la Microfinance*

TOSSOU YARO, Crescentia **Bénin**

- *Secrétaire Générale Adjointe du Ministère - DCAG*

TRAORE, Néné **Mali**

- *Secteur Privé Ancienne DG MC Mali*

WADAGNI, Romuald **Bénin**

- *Ministre d'Etat, en charge de l'Economie et des Finances*

YABI, Gilles **Benin/Sénégal**

- *Fondateur du think tank Wathi*

ZERBO, Lassina **Burkina Faso**

- *Ancien Premier Ministre*